

**Discours du ministre des Affaires étrangères, Nikos Dendias, devant le
Comité des Affaires étrangères du Parlement lituanien sur le thème « Le rôle
de la Grèce dans l'architecture de sécurité de l'Europe du Sud-est » (Vilnius,
15.06.21)**

« Chers collègues,

C'est un grand honneur pour moi d'être ici aujourd'hui et de m'adresser à vous. Et en plus d'être un grand honneur, laissez-moi vous dire que c'est aussi une grande satisfaction.

Il s'agit de la première visite bilatérale d'un ministre grec des affaires étrangères depuis de nombreuses années. Une visite qui aurait dû avoir lieu depuis longtemps, comme je l'ai mentionné précédemment, car même si cela n'est pas assez évident, nos deux pays ont beaucoup en commun. Bien sûr, nous sommes des partenaires et des alliés, unis par des liens solides au sein de l'Union européenne et de l'OTAN. Mais aujourd'hui, je souhaite mettre en exergue un autre point commun crucial qui a conduit à une convergence croissante de nos vues sur l'ordre international et l'architecture de sécurité de l'Europe, de nos régions et de la planète.

Je parle du fait que la Grèce et la Lituanie sont des pays qui se trouvent aux frontières extérieures de l'UE et de l'OTAN. C'est une réalité que nous devons vivre au quotidien et qui s'accompagne de nombreux problèmes graves et parfois urgents qui concernent non seulement nos pays, mais l'UE dans son ensemble. Nos deux voisins immédiats ont une longue tradition de non application des règles et de non acceptation des principes que nous, en tant que membres de l'UE, considérons comme universels et fondamentaux. À cet égard, la Grèce comprend parfaitement et compatit directement aux problèmes que vous avez avec vos difficiles voisins de l'Est. Comme vous le savez, la Grèce a des liens traditionnels avec la Russie, qui remontent au rôle important que cette dernière a joué pendant la lutte pour l'indépendance de la Grèce. Ce sont des relations que nous ne négligeons ni ne sous-estimons. Mais nous ne sous-estimons pas non plus les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Nous les comprenons et pensons qu'il s'agit de défis pour l'UE dans son ensemble, des défis qui nécessitent une stratégie et une réponse européenne unifiée et cohérente.

Bien entendu, l'avenir des relations de la Russie avec l'UE et ses États membres dépend essentiellement du comportement de la Russie elle-même. Il ne fait aucun doute que son respect total du droit international et de ses obligations internationales reste la condition préalable fondamentale à des progrès significatifs en matière de dialogue et de

coopération. C'est l'un des principaux messages que j'ai transmis au ministre des affaires étrangères, M. Lavrov, lors de notre récente rencontre à Sotchi.

De même, notre difficile voisin de l'Est, la Turquie, pose de sérieux défis non seulement à la Grèce mais aussi à l'UE dans son ensemble. Comme je l'ai dit à mon cher ami le ministre Landsbergis à de nombreuses reprises dans le passé, mais aussi aujourd'hui, et je tiens à le dire à vous aussi, la Grèce vous est reconnaissante pour le soutien et la solidarité dont vous avez fait preuve au fil des ans à cet égard.

Je fais spécifiquement référence à l'attitude permanente, agressive et illégale de la Turquie :

- en Méditerranée et en mer Égée
- à l'instrumentalisation de la question de la migration et, c'est avec regret que je constate qu'ici aussi vous êtes actuellement confrontés à un problème similaire
- à la question chypriote
- à ses activités dans d'autres pays, comme la Libye et la Syrie, avec le soutien d'organisations extrémistes telles que le Hamas, mais aussi avec le soutien, au Liban et en Irak, de forces qui ne partagent pas nos vues.

Chers amis, il s'agit d'une région où non seulement les grandes puissances mais aussi les acteurs régionaux rivalisent pour consolider et étendre leur influence, où les ingérences et les violations de la souveraineté des États, sous prétexte de sauvegarder leurs intérêts, sont malheureusement devenues monnaie courante. Même les réfugiés et les migrants sont instrumentalisés pour servir de vagues intérêts étatiques et obtenir des avantages politiques et économiques. C'est une région où les relations culturelles, religieuses, sectaires et doctrinales sont exploitées pour alimenter l'extrémisme, renverser des régimes et étendre l'influence politique.

Notre région dispose également d'importantes routes commerciales et des centres de transport d'énergie. Permettez-moi de vous rappeler les conséquences de ce qui s'est passé il y a quelques semaines, lorsque le canal de Suez a été fermé à cause d'un seul navire. Notre région dans son ensemble dispose de ressources énergétiques potentielles pour l'Europe, mais aussi de la possibilité de diversifier les sources d'énergie disponibles et de réduire notre dépendance vis-à-vis du monopole russe.

Nous, la Grèce, un pays de petite et moyenne taille, restons un pays qui respecte les règles et les principes. Nous croyons qu'il faut mener des politiques fondées sur des règles et des principes. Notre politique est ancrée dans la nécessité d'un respect constant,

persistant et total du droit international par tous les pays, grands, moyens ou petits, sans exception et sans astérisque.

Ayant été confrontés à des violations répétées de notre souveraineté et de nos droits souverains par un pays voisin et allié, nous essayons constamment d'éviter la militarisation. Nous soutenons et encourageons le règlement pacifique des différends par le dialogue et la confiance mutuelle sur la base du droit international et des relations de bon voisinage. Nous insistons constamment sur la nécessité de garder les canaux de communication ouverts, même dans les circonstances les plus difficiles. Nous insistons pour que les violations de la souveraineté, qu'elles aient lieu en Syrie, en Libye, en Irak, à Chypre et en mer Égée, ainsi que les violations de la souveraineté en Méditerranée orientale, soient dénoncées et cessent immédiatement. Nous croyons également qu'une menace à la sécurité d'un seul est une menace à la sécurité collective et doit être traitée collectivement.

Nous sommes donc des défenseurs sincères de l'idée que l'UE doit faire passer les intérêts collectifs européens avant ceux qui servent les objectifs étroits et circonstanciels des États membres individuels. Les décisions du Conseil européen doivent être respectées avant tout par ses propres membres, si nous voulons vraiment qu'elles soient respectées par des tiers, à savoir des pays avec un précédent de violations de l'ordre juridique international.

Devons-nous rester les bras croisés, par exemple, alors qu'un pays cherche à installer des systèmes de défense aérienne russes sur son territoire ou brandit la menace permanente de guerre, le « casus belli », contre un pays allié de l'OTAN, déstabilisant l'aile sud-est de l'Alliance ?

Je pense que les réponses à ces questions sont claires, même si certains préfèrent affirmer que les solutions sont plus complexes.

Chers collègues, chers amis,

Notre relation stratégique avec les États-Unis a été et restera toujours essentielle. Nous devons donc veiller à ce que l'intérêt de nos amis américains à l'égard de l'Europe et de notre voisinage élargi demeure toujours vivant. Dans ce contexte, la récente réactivation du rôle de la nouvelle administration américaine dans notre région est un développement prometteur et extrêmement bienvenu. En même temps, et en tenant compte de nos principes et intérêts communs, nous devons continuer à renforcer la coopération et à nous engager avec de nouveaux acteurs. Je me réfère à l'Inde et même à l'Australie, plus au sud. Ce sont des acteurs dont l'influence croissante dans les affaires mondiales et régionales ne doit pas être ignorée ou sous-estimée.

La Grèce et Chypre ont développé des relations étroites avec des partenaires importants dans la région tels que l'Égypte et Israël, ainsi qu'avec des pays du Golfe comme les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et le Bahreïn. En développant nos relations bilatérales à des niveaux sans précédent, nous ouvrons la voie à des formes de coopération à plusieurs niveaux dans un large éventail de secteurs : commerce, investissement, environnement, technologies innovantes et défense. Ces initiatives ont toujours eu un dénominateur commun : le respect du droit international et des relations de bon voisinage. Ces relations sont souples et ouvertes à tous ceux qui adhèrent de manière stricte et cohérente à ces principes. Ils unissent les voix et renforcent les efforts de ceux qui s'engagent à préserver la paix, la sécurité et le développement en Europe et dans la région.

C'est la réponse grecque aux nombreux défis qui se posent en Méditerranée orientale et dans notre voisinage élargi.

Je suis bien conscient que la Lituanie et nous partageons cette approche régie de principes. Permettez-moi donc de conclure en soulignant que nous ne devons jamais hésiter à coordonner nos efforts communs pour promouvoir nos valeurs ».